



Ressources naturelles 56,5 milliards d'euros

Ce que nous avons contrôlé

Ce domaine de dépenses couvre la politique agricole commune (PAC), la politique commune de la pêche (PCP) et une partie des dépenses de l'UE en faveur de l'environnement et de l'action pour le climat. Pour 2017, les dépenses contrôlées dans ce domaine se sont élevées à 56,5 milliards d'euros.

Les dépenses de l'UE dans le domaine de l'agriculture relèvent de la PAC. La législation de l'UE fixe ses trois grands objectifs:

- une production alimentaire viable, l'accent étant mis sur les revenus agricoles, la productivité agricole et la stabilité des prix;
- une gestion durable des ressources naturelles et de l'action pour le climat, avec un accent particulier sur les émissions de gaz à effet de serre, la biodiversité, le sol et l'eau;
- un développement territorial équilibré.

La gestion des dépenses de la PAC est partagée avec les États membres. Elle repose sur plusieurs instruments:

- le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) – paiements directs, qui représentait 74 % des dépenses dans ce domaine;
- le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), qui permet de cofinancer, avec les États membres, des programmes de développement rural, et qui représentait 19 % des dépenses;
- le FEAGA – mesures de marché, qui représentait 5 % des dépenses.

Les dépenses de la PAC passent par quelque 80 organismes payeurs chargés de vérifier l'éligibilité des demandes d'aide et d'effectuer les paiements en faveur des bénéficiaires.

La PCP fait aussi l'objet d'une gestion partagée entre la Commission et les États membres.

La Commission gère la politique environnementale de l'UE de manière centralisée. Le programme pour l'environnement et l'action pour le climat (LIFE) est le principal instrument pour les dépenses dans ce domaine.

Ce que nous avons constaté

Niveau d'erreur significatif?
Oui

Niveau d'erreur estimatif:
2,4 % (contre 2,5 % en 2016)

La Commission et les États membres avaient appliqué des mesures correctrices, qui ont eu pour effet de réduire de 1,1 point de pourcentage notre niveau d'erreur estimatif pour ce chapitre. Toutefois, pour un nombre considérable d'opérations comportant des erreurs quantifiables, les autorités nationales disposaient de suffisamment d'informations pour prévenir, ou détecter et corriger les erreurs avant de déclarer les dépenses à la Commission. Si les autorités nationales avaient fait un bon usage de toutes les informations à leur disposition, le niveau d'erreur estimatif pour ce chapitre aurait été inférieur de 0,9 point de pourcentage.

Les paiements directs sont exempts d'erreur significative

La superficie des terres agricoles est la principale variable pour les paiements directs. L'amélioration continue des systèmes de contrôle a permis, en 2017, de maintenir le niveau d'erreur en dessous du seuil de signification de 2 %.

Les «paiements verts» sont destinés à soutenir les agriculteurs qui adoptent des pratiques bénéfiques pour le climat et l'environnement. Dans le cadre des tests réalisés sur 121 paiements directs, nous nous sommes rendus auprès de 35 bénéficiaires de paiements verts et nous n'avons relevé qu'un seul cas de violation directe des exigences du verdissement. Comme nous l'avons déjà fait observer, ces exigences sont généralement modestes et correspondent, dans une large mesure, à la pratique agricole normale. Pour en savoir plus, voir notre rapport spécial n° 21/2017 intitulé «Le verdissement: complexité accrue du régime d'aide au revenu et encore aucun bénéfice pour l'environnement».

Développement rural, mesures de marché, environnement, action pour le climat et pêche

Le niveau d'erreur reste élevé dans ces domaines de dépenses.

Les principales sources d'erreur étaient le non-respect des conditions d'éligibilité, la transmission d'informations inexactes sur les surfaces ou le nombre d'animaux et le non-respect, par les bénéficiaires, des engagements agroenvironnementaux (voir exemple).

Exemple: des bénéficiaires n'ont pas respecté les engagements agroenvironnementaux

Nous avons examiné le cas d'un agriculteur qui a reçu une aide au titre d'une mesure pour l'optimisation environnementale des techniques agronomiques et de l'irrigation. Pour percevoir l'aide, le bénéficiaire devait s'engager à planter un certain type de cultures sur une partie de son exploitation, à réduire son utilisation d'engrais chimiques et d'eau pour l'irrigation, et à tenir des registres de culture et d'irrigation. Nous avons constaté que le bénéficiaire n'avait respecté aucun de ces engagements. Après notre visite, l'organisme payeur a engagé une procédure de recouvrement de l'aide.

Communication, par la direction générale de l'agriculture et du développement rural, d'informations sur la légalité et la régularité

Les taux d'erreur ajustés pour les grands domaines de dépenses de la rubrique Ressources naturelles communiqués dans le rapport annuel d'activité 2017 de la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG AGRI) concordent avec notre conclusion d'audit selon laquelle les dépenses relevant de cette rubrique présentent, dans leur ensemble, un niveau significatif d'erreur, contrairement aux régimes d'aide directe du FEAGA, qui correspondent à 74 % des dépenses pour cette rubrique du CFP et dont le niveau d'erreur n'est pas significatif.

Depuis 2015, des organismes de certification dans les États membres sont tenus d'émettre une opinion sur la légalité et la régularité des dépenses des organismes payeurs. Les travaux des organismes de certification contribuent au modèle d'assurance de la Commission pour les dépenses de la PAC: la DG AGRI utilise leurs travaux lors du calcul des taux d'erreur ajustés pour les principaux domaines de dépenses. Des progrès restent toutefois nécessaires pour que la Commission puisse utiliser, comme elle en a l'intention, les travaux des organismes de certification comme principale source d'assurance concernant la régularité des dépenses de la PAC.



Natürliche Ressourcen 56,5 Milliarden Euro

Gegenstand unserer Prüfung

Dieser Ausgabenbereich deckt die Gemeinsame Agrarpolitik (GAP), die Gemeinsame Fischereipolitik (GFP) und einen Teil der EU-Ausgaben für die Umwelt- und Klimapolitik ab. Im Jahr 2017 beliefen sich die Ausgaben, die Gegenstand der Prüfung in diesem Bereich waren, auf 56,5 Milliarden Euro.

Grundlage für EU-Ausgaben zugunsten der Landwirtschaft ist die GAP. Die drei in den EU-Rechtsvorschriften festgelegten allgemeinen Ziele der GAP lauten wie folgt:

- o rentable Nahrungsmittelerzeugung mit Schwerpunkt auf den landwirtschaftlichen Einkommen, der Produktivität in der Landwirtschaft und der Preisstabilität;
- o nachhaltige Bewirtschaftung der natürlichen Ressourcen sowie Klimaschutzmaßnahmen mit Schwerpunkt auf den Treibhausgasemissionen, der biologischen Vielfalt sowie Boden und Wasser;
- o ausgewogene räumliche Entwicklung.

Die Ausgaben im Rahmen der GAP unterliegen der geteilten Mittelverwaltung mit den Mitgliedstaaten. Dies betrifft

- o Direktzahlungen im Rahmen des Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL), die 74 % der Ausgaben in diesem Bereich ausmachen;
- o den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER), aus dem Programme zur Entwicklung des ländlichen Raums zusammen mit den Mitgliedstaaten finanziert werden und auf den 19 % der Ausgaben entfielen;
- o Marktmaßnahmen im Rahmen des EGFL, die 5 % der Ausgaben ausmachen.

Die GAP-Ausgaben werden über rund 80 Zahlstellen abgewickelt, welche dafür zuständig sind, die Beihilfefähigkeit der Anträge zu überprüfen und Zahlungen an die Begünstigten zu leisten.

Die GFP unterliegt ebenfalls der geteilten Mittelverwaltung durch Kommission und Mitgliedstaaten.

Die Umweltpolitik der EU wird von der Kommission zentral verwaltet. Das größte Instrument für Ausgaben in diesem Bereich ist das Programm für Umwelt- und Klimapolitik (LIFE).

Unsere Feststellungen

Weist der Ausgabenbereich eine wesentliche Fehlerquote auf?

Ja

Geschätzte Fehlerquote:

2,4 % (2016: 2,5 %)

Die Kommission und die Behörden der Mitgliedstaaten hatten Korrekturmaßnahmen angewandt, durch die sich die von uns für dieses Kapitel geschätzte Fehlerquote um 1,1 Prozentpunkte verringerte. Bei einem erheblichen Teil der Vorgänge mit quantifizierbaren Fehlern verfügten die nationalen Behörden jedoch über ausreichende Informationen, um die Fehler zu verhindern bzw. aufzudecken und zu berichtigen, bevor die Ausgaben der Kommission gemeldet wurden. Hätten die mitgliedstaatlichen Behörden alle ihnen vorliegenden Informationen angemessen genutzt, wäre die für dieses Kapitel geschätzte Fehlerquote um 0,9 Prozentpunkte niedriger ausgefallen.

Die Direktzahlungen wiesen keine wesentliche Fehlerquote auf

Direktzahlungen richten sich in erster Linie nach der landwirtschaftlichen Fläche. Kontinuierliche Verbesserungen der Kontrollsysteme haben dazu beigetragen, die Fehlerquote im Jahr 2017 niedrig zu halten, sodass sie unter der Wesentlichkeitsschwelle von 2 % lag.

Mit den sogenannten Ökologisierungszahlungen sollen Landwirte unterstützt werden, die Methoden anwenden, welche sich positiv auf Klima und Umwelt auswirken. Im Rahmen unserer Prüfung von 121 Direktzahlungen besuchten wir 35 Begünstigte, die Ökologisierungszahlungen erhalten hatten. Nur in einem Fall ermittelten wir einen direkten Verstoß gegen die Ökologisierungsanforderungen. Wie wir zu einem früheren Zeitpunkt angemerkt haben, sind die Ökologisierungsanforderungen wenig anspruchsvoll und spiegeln größtenteils die normale landwirtschaftliche Praxis wider. Weitere Informationen sind unserem Sonderbericht Nr. 21/2017 „Die Ökologisierung: eine komplexere Regelung zur Einkommensstützung, die noch nicht ökologisch wirksam ist“ zu entnehmen.

Entwicklung des ländlichen Raums, Marktmaßnahmen, Umwelt, Klimapolitik und Fischerei

In diesen Ausgabenbereichen ist die Fehlerquote nach wie vor hoch.

Die Hauptfehlerquellen waren die Nichteinhaltung der Fördervoraussetzungen, fehlerhafte Angaben zu den Flächen oder zur Anzahl der Tiere und die Nichteinhaltung von Agrarumweltverpflichtungen durch die Begünstigten (siehe **Beispiel**).

Beispiel: Der Begünstigte kam den Agrarumweltverpflichtungen nicht nach

Wir untersuchten einen Fall, in dem ein Betriebsinhaber im Rahmen einer Maßnahme zur ökologischen Optimierung der agronomischen Techniken und der Bewässerung eine Beihilfe erhalten hatte. Um die Beihilfe zu erhalten, musste sich der Begünstigte verpflichten, auf einem Teil seiner Flächen bestimmte Kulturen anzubauen, weniger chemische Düngemittel einzusetzen, den Wasserverbrauch bei der Bewässerung zu senken und über Anbau und Bewässerung Buch zu führen. Wir stellten fest, dass der Begünstigte keine dieser Verpflichtungen eingehalten hatte. Nach unserem Prüfbesuch leitete die Zahlstelle ein Verfahren ein, um die Beihilfe zurückzufordern.

Berichterstattung der Generaldirektion Landwirtschaft und ländliche Entwicklung über die Rechtmäßigkeit und Ordnungsmäßigkeit

Die angepassten Fehlerquoten für die wichtigsten Ausgabenbereiche der Rubrik „Natürliche Ressourcen“, die im Jährlichen Tätigkeitsbericht der Generaldirektion Landwirtschaft und ländliche Entwicklung (GD AGRI) für 2017 angegeben sind, stehen mit unserer Prüfungsfeststellung in Einklang, wonach die Rubrik „Natürliche Ressourcen“ insgesamt eine wesentliche Fehlerquote aufweist und die EGFL-Direktbeihilferegelungen, auf die 74 % der Ausgaben in dieser MFR-Rubrik entfallen, keine wesentliche Fehlerquote aufweisen.

Seit 2015 sind die Bescheinigenden Stellen in den Mitgliedstaaten verpflichtet, eine Stellungnahme (Prüfungsurteil) zur Rechtmäßigkeit und Ordnungsmäßigkeit der Ausgaben der Zahlstellen vorzulegen. Die Arbeit der Bescheinigenden Stellen ist eines der Elemente, auf denen das Zuverlässigkeitsmodell der Kommission für die GAP-Ausgaben beruht: Die GD AGRI berücksichtigt diese Arbeit bei der Berechnung der angepassten Fehlerquoten für die wichtigsten Ausgabenbereiche. Will die Kommission ihr Ziel erreichen, dass die Arbeit der Bescheinigenden Stellen zur primären Quelle für die Erlangung von Prüfungssicherheit hinsichtlich der Ordnungsmäßigkeit der GAP-Ausgaben wird, so sind jedoch noch weitere Verbesserungen erforderlich.